

Crédit aux SNF – France • Janvier 2018

Les crédits d'équipement augmentent de plus de 8% en un an

La croissance des crédits à l'investissement aux sociétés non financières est stable à un haut niveau en janvier (+ 6,8 %), la croissance toujours très vive des crédits à l'équipement (+ 8,3 %, après + 8,4 % en décembre), étant accompagnée d'une augmentation plus modérée des crédits immobiliers (+4,7 %, après +4,6 % en décembre).

Les crédits de trésorerie, dont l'évolution est par nature volatile, décélèrent en janvier, leur taux de croissance annuel (+2,3%) étant en outre impacté par un effet de base. Cela influe sur le taux global de croissance des crédits aux sociétés non financières, qui reste cependant très élevé, à 5,4 %.

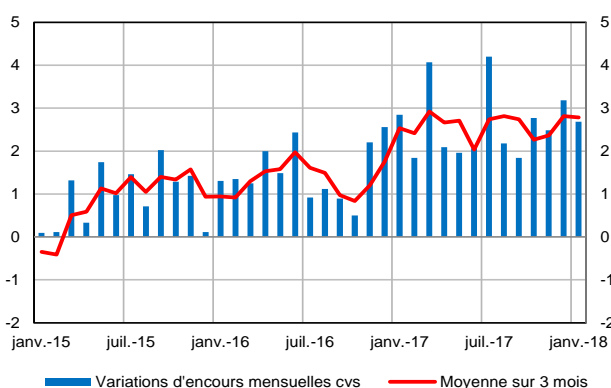
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
		Jan.-18	Nov.-17	Déc.-17
Total	963	5,5	6,2	5,4
Investissement	683	6,6	6,8	6,8
Équipement	410	8,3	8,4	8,3
Immobilier	273	4,3	4,6	4,7
Trésorerie	223	3,7	5,3	2,3
Autres	57	-0,2	2,1	1,3

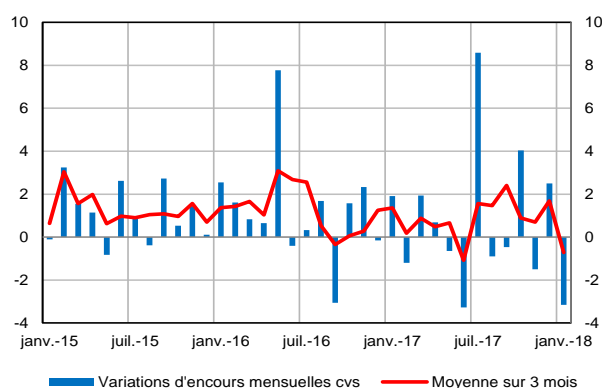
Variation d'encours mensuelles de crédits à l'équipement (données cvs-cjo)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variation d'encours mensuelles de crédits de Trésorerie (données cvs-cjo *)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevalet euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

